



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 26

Nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans les pays ACP

Organisé en partenariat avec l'Union africaine

22 février 2012

<http://bruxellesbriefings.net>

1. Contexte

Les systèmes pastoraux permettent à des millions d'habitants de subsister dans des environnements hostiles où les systèmes alternatifs d'utilisation des terres sont très risqués ou tout simplement impossibles. L'élevage dans les systèmes pastoraux contribue également grandement aux économies nationales et régionales et fournit des services environnementaux essentiels tels que la séquestration du carbone, la prévention des incendies et la conservation de la biodiversité. La production pastorale extensive n'est pratiquée que sur 25 % des terres mondiales totales, des terres arides africaines (66 % de la surface totale du continent) et de la péninsule arabe aux terres d'altitude d'Asie et d'Amérique latine¹. Elle représente 10 % de la production mondiale de viande et soutient quelque 200 millions de ménages pastoraux élevant presque 1 milliard de têtes de chameaux, de bétail et de petits animaux, dont un tiers environ en Afrique sub-saharienne², où elle représente environ 20% du PIB national. En-dehors des régions africaines, on observe un intérêt grandissant et réaffirmé pour les systèmes de production pastorale en Méditerranée, ainsi qu'en Asie occidentale et centrale. À quelques exceptions notables près (notamment la Somalie et la Mongolie), les éleveurs pastoraux sont généralement en minorité dans leur pays, sur des terres marginales le long des frontières nationales, sous la coupe d'une élite politique représentant souvent une majorité agricole résidant dans les zones plus pluvieuses.

Parmi les autres avantages économiques de l'élevage pastoral, citons : la séquestration du carbone, le maintien de la biodiversité, la production et la consommation de produits laitiers, de viande, de peau et de tissu, l'utilisation d'animaux pour le transport et le labour, l'utilisation de fumier comme fertilisant, l'utilisation du bétail comme assurance et la contribution au tourisme. Les zones pastorales abritent également une grande variété d'animaux sauvages, cohabitant souvent avec les animaux domestiques et constituant une source importante de subsistance pour les communautés pastorales grâce au tourisme et à d'autres utilisations non consommatrices.

2. Contribution significative du pastoralisme à la croissance économique

Selon les statistiques du cadre politique de l'Union africaine en faveur du pastoralisme³, on recense 268 millions d'éleveurs pastoraux. Ils vivent et se déplacent sur 43 % des terres africaines et contribuent à hauteur de 10 à 44 % au PIB dans les pays concernés. Le pastoralisme a un potentiel immense de réduction de la pauvreté, de génération de croissance économique, de gestion de l'environnement, de promotion du développement durable et de renforcement de la résistance au climat. Une étude de l'IIED⁴ a montré que les éleveurs pastoraux, qui ne nourrissent leurs animaux que sur les pâtures naturelles des terres arides peuvent parvenir à un taux plus élevé de productivité que sur des exploitations modernes construites selon le modèle occidental.

¹ Michele Nori, Michael Taylor, Alessandra Sensi. « *Browsing on fences Pastoral land rights, livelihoods and adaptation to climate change* ». Document thématique de l'IIE n°148, mai 2008.

² FAO, 2001, les statistiques mondiales doivent néanmoins être manipulées avec précaution et sens critique, comme le souligne Dobie (2001).

³ Union africaine. « *Policy framework for pastoralism in Africa : Securing, Protecting and Improving the Lives, Livelihoods and Rights of Pastoralist Communities* », octobre 2010, Addis-Abeba, Éthiopie.

<http://au.int/en/dp/rea/sites/default/files/Policy%20Framework%20for%20Pastoralism.pdf>

⁴ Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et SOS Sahel International R-U, « *Modern and mobile – the future of livestock production in Africa's drylands* », 2010, <http://www.iied.org/pubs/display.php?o=12565IIED>

En Afrique occidentale, la contribution de l'élevage au PIB agricole varie de 5% en Côte d'Ivoire à 44 % au Mali et fournit de l'emploi à environ 50% de la population économiquement active. L'élevage est un facteur clé d'intégration dans la région, le bétail, les moutons et les chèvres étant des produits d'exportation majeurs des pays sahéliens enclavés vers les pays côtiers humides et sous-humides. Cependant, l'offre régionale de viande et de produits laitiers est beaucoup plus faible que la demande, générant une importation nette importante de produits d'élevage. Cette tendance devrait s'intensifier à l'avenir. En Afrique centrale, la contribution de l'élevage au PIB de ces pays est estimée à 27 % au Tchad, à 13 % au Cameroun et à 9 % en République centrafricaine. Le commerce intrarégional de bétail et de ses produits est important dans cette région, ces pays pouvant exporter vers la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et Sao Tome et Principe. Les multiples avantages socio-économiques et culturels du pastoralisme sont mieux exploités en Afrique de l'Est. Le Soudan et la Somalie sont de grands exportateurs de bétail vers les États du Golfe. L'Éthiopie a un réseau important d'exportation informelle à travers la Somalie et un réseau formel en plein essor vers les États du Golfe, l'Égypte, le Soudan et d'autres pays. Les infrastructures d'exportation de bétail le long de la côte somalienne septentrionale continuent à se développer, souvent grâce à l'investissement privé. L'Afrique de l'Est se caractérise également par l'exploitation des zones pastorales pour la conservation de la vie sauvage et le tourisme, en particulier le Kenya et la Tanzanie, bien que l'on ignore l'étendue des bénéfices pour les éleveurs pastoraux en termes de revenus. Au Soudan, le secteur de l'élevage en majorité pastoral contribue à hauteur de 80 % au PIB agricole. En Éthiopie, l'industrie du cuir, qui dépend de l'élevage, est la deuxième source de devises étrangères après le café. En Ouganda, les éleveurs pastoraux et les petits producteurs de bétail représentent le quatrième revenu en devises étrangères. En Afrique australe, le pastoralisme sud-africain concerne environ 60 % des troupeaux nationaux, et l'élevage, y compris pastoral, constitue un marché d'exportation important pour la Namibie voisine. En Namibie, le secteur de l'élevage, en majorité pastoral, contribue à hauteur de 3 % au PIB et de 28 % au PIB agricole. Les éleveurs pastoraux namibiens détiennent 80 % des troupeaux nationaux et contribuent à environ un tiers des revenus des ménages traditionnels.

3. Défis majeurs pour les éleveurs pastoraux

L'alliance entre croissance démographique, diminution et fragmentation des terres et changement climatique devrait susciter et aggraver **les conflits pour l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources**. En dépit des progrès considérables des politiques de soutien, les éleveurs pastoraux continuent à souffrir de leur isolement, de leur marginalisation politique et de la pénurie de services publics dans de nombreux pays africains. Les politiques focalisées sur la « modernisation » du secteur de l'élevage, la sédentarisation des éleveurs pastoraux et la privatisation des terres n'ont pas abouti. Une approche intégrée du développement serait plus efficace pour soutenir les systèmes de subsistance et permettre aux éleveurs pastoraux de se remettre sur pied et d'assurer leur résistance et leur autonomie inhérentes⁵.

Augmentation des prix alimentaires et crises financières : Les augmentations des prix alimentaires ont eu un impact sur les éleveurs pastoraux, qui doivent acheter une part substantielle de leur nourriture sous forme de céréales. Pour certains de ces éleveurs plus pauvres, jusqu'à 85 % des besoins alimentaires sont rencontrés via l'achat direct. Les augmentations des prix ont donc un impact direct sur la sécurité alimentaire. Dans certains cas, l'augmentation des prix des céréales peuvent entraîner une augmentation parallèle des valeurs des produits animaux.

En réponse à la crise des prix alimentaires, on a enregistré de grandes acquisitions de zones pastorales liées à cette tendance, ajoutant la perte de terres aux problèmes rencontrés par les éleveurs pastoraux.

Services financiers et d'assurance : Bien que les éleveurs pastoraux puissent posséder un capital financier substantiel sous la forme de bétail, les systèmes bancaires africains ne classifient souvent pas le bétail comme susceptible d'être assuré et ces éleveurs sont donc exclus des systèmes formels de crédit. Dans certains pays, on rencontre des systèmes alternatifs de crédit progressif développés par des banques privées ou étatiques et adaptés au contexte pastoral.

⁵ « *Demographic trends, settlement patterns and service provision in pastoralism. Transformation and opportunity* ». ODI.HPG. Avril 2009. <http://www.odi.org.uk/resources/docs/4311.pdf>

Les causes de **conflit** sont notamment la mauvaise gouvernance et les normes culturelles au sein de certains groupes pastoraux tels que les raids sur le bétail ou l'enlèvement forcé d'enfants issus d'autres groupes. Cependant, il existe également de nombreux exemples de coexistence pacifique et d'échanges économiques mutuellement bénéfiques.

Les **femmes** jouent généralement un rôle central dans l'élevage, via la traite, la vente de produits laitiers et le travail domestique. Toutefois, elles ne possèdent pas de biens de valeur, sont moins éduquées et sont exclues de la prise de décision ainsi que de la gestion et de l'allocation des ressources.

Protection des actifs de l'élevage pastoral : Il est davantage reconnu que dans certains pays la décentralisation gouvernementale permet de soutenir des accords fonciers locaux. Cependant, la législation nationale doit également protéger les terres de parcours des entreprises commerciales sur les terres pastorales. Il faut reconnaître les droits légitimes des éleveurs pastoraux sur les terres en leur concédant un droit de propriété foncier communal sur une base prioritaire, ainsi qu'une compensation adaptée en cas d'expropriation de leurs terres pastorales pour la production de bioénergies, le développement de gisements pétroliers et minéraux et la construction d'infrastructures.

Accès au marché : Les éleveurs pastoraux sont confrontés à un enjeu majeur. Les nombreux biens qu'ils produisent et leur commercialisation dépendent d'un certain nombre de facteurs, notamment la distance par rapport aux marchés, la concurrence d'autres producteurs sur le marché et la demande des produits. Des revenus peuvent également être générés via une série d'activités de conservation, notamment l'écotourisme et la vente de plantes médicinales, de colle et de fruits. Le commerce international et les systèmes de tarifs ont été accusés d'entraîner à la baisse les prix que les éleveurs pastoraux attendent du marché, menaçant la durabilité financière à long terme du pastoralisme. L'accès au marché des produits pastoraux a été mis à mal par la mondialisation des marchés et des importations, ainsi que les préoccupations sanitaires et sécuritaires grandissantes. En particulier, les exigences SPS nécessitent un système de surveillance formel incompatible avec la plupart des systèmes pastoraux et difficile à appliquer dans des systèmes d'élevage mobiles.

Santé animale : Des services vétérinaires de mauvaise qualité, ainsi que l'absence de certification sanitaire animale et les épidémies sporadiques de maladies à impact économique profond (FVR, fièvre aphteuse, etc.) demeurent des entraves majeures pour la commercialisation du bétail et de la viande dans la Corne d'Afrique en général⁶. Le statut des travailleurs communautaires en matière de santé animale comme principaux fournisseurs de services de santé animale n'est pas pleinement reconnu par les départements de services vétérinaires.

Et nouvelles opportunités...

L'élevage pastoral est un mode de vie qui utilise des zones agro-écologiques marginales tout en fournissant des services environnementaux importants, tels que la gestion des terres, la biodiversité, la séquestration du carbone, etc. Il permet de produire une alimentation nutritive et des protéines animales dans un environnement rude et aride, constituant ainsi un système de gestion des ressources naturelles hautement perfectionné. Il sera de plus en plus important de produire davantage de protéines animales, vu leur demande grandissante (révolution de l'élevage), et ce de manière plus durable, ce qui n'est pas le cas des autres systèmes d'élevage avec un impact plus profond sur l'environnement (déforestation, pollution, GES), ainsi que, pour certains, sur la santé publique.

Il existe un potentiel d'expansion du **commerce de bétail** au niveau régional et mondial, face à la demande grandissante de protéines animales partout dans le monde. Les normes de sécurité alimentaire et de contrôle des maladies ont tendance à être outrepassées par les questions liées à la demande et aux prix, le commerce étant basé sur des accords bilatéraux entre les pays. Les producteurs pastoraux africains ont de nombreuses occasions d'exporter leur bétail ou leur viande vers le Moyen-Orient et d'autres régions. De même, l'urbanisation en Afrique permet d'élargir le commerce national et régional, car il existe un marché national de plus en plus développé pour la viande et le lait, dont les producteurs pastoraux peuvent profiter pleinement.

Une deuxième stratégie concerne la valeur ajoutée et, lorsque c'est économiquement viable, la nécessité de conserver de la valeur au niveau local en transformant davantage les produits de l'élevage. On

⁶ Aklilu, Y. (2008). « *Livestock Marketing in Kenya and Ethiopia: A Review of Policies and Practice* ». Feinstein International Center, Addis-Abeba.

observe également de nouveaux marchés émergents de produits pastoraux tels que les produits éthiques, les produits biologiques, les normes de bien-être animal, etc.

Les **nouvelles technologies** telles que la téléphonie mobile et l'amélioration des routes ouvrent les zones pastorales. De nombreux éleveurs pastoraux ont également rapidement tiré parti de ces nouvelles technologies, en particulier la téléphonie mobile. Les systèmes liés aux transferts de fonds et aux migrations, de plus en plus répandus, sont également assistés par communication mobile. Le secteur privé explore de plus en plus d'options de fourniture de services financiers, notamment bancaires, via la téléphonie mobile, et des systèmes sont déjà en place dans certains pays.

Adaptation au changement climatique et atténuation de celui-ci : Certains experts⁷ estiment que les éleveurs pastoraux seront parmi les premiers groupes à perdre leurs moyens de subsistance, en raison de la disparition des zones de parcours et des points d'eau. D'autres insistent sur le fait que les éleveurs pastoraux sont mieux équipés pour s'adapter au changement climatique, leurs stratégies de subsistance étant à même de répondre à des ressources naturelles rares et variables et à faire face à des conditions agro-écologiques incertaines. Les éleveurs pastoraux pratiquent l'élevage sélectif de leur bétail afin de mettre en valeur des qualités telles que la résistance à la sécheresse et la production de lait. Ils ont également modifié la composition des espèces de leurs troupeaux afin de faire face aux précipitations et autres tendances, notamment celles du marché.

Services environnementaux du pastoralisme : Les éleveurs pastoraux ont une connaissance profonde et riche des dynamiques écosystémiques complexes, ce qui leur permet de détecter efficacement le changement climatique. Bien que le discours dominant insiste généralement sur la dégradation causée par les éleveurs pastoraux, ceux-ci fournissent également de nombreux services environnementaux. Il faut comprendre ces services étroitement liés, notamment la contribution du pâturage à une végétation saine, qui à son tour capture le carbone, réduit l'érosion, entretient les sols et augmente les capacités de conservation de l'eau⁸.

Innovations : En plus des avancées scientifiques et technologiques, les éleveurs pastoraux développent et testent de nouvelles connaissances et pratiques afin de saisir les opportunités émergentes de participation aux marchés nationaux et régionaux, comme **les éleveurs pastoraux du nord du Kenya, les marchés éthiopiens de chameaux, le marché kényan du lait** ou des innovations permettant d'améliorer l'accès à un fourrage à valeur élevée, également au Kenya⁹.

4. Soutien politique aux éleveurs pastoraux au niveau continental et régional

L'engagement en faveur d'un **cadre politique en matière de pastoralisme en Afrique** poursuit deux objectifs : (1) assurer et protéger l'existence, la subsistance et les droits des peuples pastoraux et garantir un engagement continental en faveur du développement politique, social et économique des communautés et des zones pastorales ; (2) renforcer la contribution de l'élevage pastoral aux économies nationales, régionales et continentales.

Dans la **région CEMAC**, des instruments spécifiques de coopération émergent également, tels que l'accord de coopération sur la création de la CEBEVIRHA (Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques) dans les pays CEMAC. Au sein du **COMESA**, un projet de cadre politique en faveur de la sécurité alimentaire des zones pastorales a été publié fin 2009, dans le cadre du troisième pilier du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (CAADP). Ce cadre propose une harmonisation régionale des politiques nationales en soutien aux mouvements régionaux des éleveurs pastoraux afin de permettre une utilisation efficace des écosystèmes transnationaux des zones de parcours et en faveur du commerce de bétail. Dans le cadre de l'**IGAD**, un cadre politique régional pour la santé animale a été finalisé fin 2009, lequel, bien que n'étant pas focalisé sur le pastoralisme, s'applique pleinement aux vastes zones pastorales des États membres.

⁷ « *Demographic trends, settlement patterns and service provision in pastoralism. Transformation and opportunity* ». ODI.HPG. Avril 2009. <http://www.odi.org.uk/resources/docs/4311.pdf>

⁸ (WISP) The World Initiative for Sustainable Pastoralism. 2008. « *Forgotten Services, Diminished Goods : understanding the agroecosystem of pastoralism* ». Note politique du WISP n°8. http://data.iucn.org/wisp/documents_english/WISP_PN8_en.pdf

⁹ Nunow, A., Hussein, A.A., Lind, J., Dida, B. et Mahmoud, A.H. 2011. « *Innovation Works : Pastoralists Building Secure Livelihoods in the Horn of Africa* ». Brighton : Institute of Development Studies (IDS) : Future Agricultures Consortium. Source : http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com_docman&task=doc_details&gid=1162&Itemid=1073

En **Afrique de l'Ouest**, les gouvernements ont adopté une série de lois pastorales afin de protéger les terres pastorales et d'améliorer la mobilité du bétail ainsi que les droits d'utilisation prioritaire des ressources. Des progrès ont été faits en Afrique occidentale dans la formulation de législations en faveur de la mobilité pastorale via le certificat international de transhumance de la CEDEAO. Au sein du COMESA, les systèmes de certification des mouvements régionaux de bétail évoluent. En ce qui concerne l'aspect commerce et surveillance du bétail des mouvements régionaux, on note la question du contrôle transnational des zoonoses. Cependant, dans de nombreux pays, les politiques d'éradication de ces maladies doivent être revues. En **Afrique centrale**, les politiques de soutien vont des écoles mobiles étatiques, afin d'apporter les services éducatifs aux enfants des éleveurs pastoraux durant la transhumance au Tchad, à l'allocation de terres et de services vétérinaires adaptés aux communautés pastorales. D'autres expériences politiques positives commencent également à émerger en **Afrique de l'Est**, avec des efforts d'amélioration de la coordination et de la compréhension de l'élevage pastoral au sein du gouvernement central.

5. Perspectives d'avenir

Reconnaissance de la diversité des groupes pastoraux : Tous les éleveurs pastoraux ne sont pas aussi vulnérables. Certains sont aisés, avec des moyens de subsistance stables. D'autres, auparavant stables dans la production pastorale, risquent aujourd'hui de perdre leurs moyens de subsistance. D'autres encore sont totalement sortis du système pastoral, n'ont pas de bétail ni de terres et vivent dans des bidonvilles sans accès aux infrastructures sociales, dépendant presque totalement des agences caritatives¹⁰. Les politiques et les pratiques actuelles doivent tenir compte de ces diverses catégories d'éleveurs pastoraux et de leurs besoins particuliers. Il faut renforcer la représentation politique des éleveurs pastoraux dans les processus de prise de décision et la reconnaissance du rôle des institutions traditionnelles. Des politiques et des législations foncières favorables, ainsi qu'une planification de l'utilisation des terres, sont essentiels afin d'améliorer la subsistance des éleveurs pastoraux, en particulier dans le contexte de la tendance aux acquisitions de terres de grande envergure. Il convient d'apporter un soutien plus important au niveau des soins vétérinaires primaires dans les régions pastorales, en particulier des systèmes faisant le lien entre les travailleurs communautaires en matière de santé animale, les para-vétérinaires et les vétérinaires professionnels et l'implication du secteur privé, sous la réglementation et la supervision de services vétérinaires nationaux.

Il faut davantage tirer parti des avantages nationaux et régionaux des services environnementaux fournis par le pastoralisme. Il faut poursuivre la recherche afin de mieux comprendre la relation complexe entre l'élevage et le changement climatique et l'importance du secteur de l'élevage dans les stratégies d'adaptation des populations rurales pauvres d'Afrique¹¹ ; le rôle des zones de parcours dans la séquestration du carbone et les possibilités d'échange de quotas de carbone. Le développement de chaînes de valeur pour le bétail ont un potentiel économique, à condition d'améliorer l'accès au marché, de réduire les entraves au commerce du bétail et les barrières non tarifaires, et de renforcer les systèmes d'information sur le marché, le respect des normes SPS et les mécanismes de financement. Des services d'extension du soutien répondant aux besoins et aux intérêts des éleveurs pastoraux, s'appuyant sur les connaissances indigènes étendues, sont nécessaires. Il faut investir dans l'ajout de valeur au niveau local, dans le branding des produits pastoraux et dans l'utilisation de produits de l'élevage dans les zones urbaines et périurbaines.

Parmi les autres enjeux majeurs, citons la disponibilité limitée de sources alternatives de subsistance. Afin d'assurer la sécurité alimentaire et une vie décente à un nombre grandissant de personnes, les subsistances pastorales doivent 1) être renforcées (accès aux terres, mobilité, accès aux marchés – de plus en plus importants pour l'échange de bétail contre d'autres produits de base selon des termes caloriques favorables, tout en 2) diversifiant ces subsistances, via des investissements adaptés dans les ressources humaines (actuellement, les services de base sont moins bons dans les zones pastorales) – accès à l'information, à l'éducation, à la formation professionnelle, aux compétences alternatives, etc.

¹⁰ « *Pastoralism, policies and practice in the Horn and East Africa. A review of current Trends* ». ODI. HPG. Avril 2009

¹¹ *Building climate change resilience for African livestock in sub-Saharan Africa*, World Initiative for Sustainable Pastoralism (WISP): Un programme de l'UCN, l'International Union for Conservation of Nature, bureau régional d'Afrique orientale et australe, Nairobi, mars 2010, <http://data.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/2010-103.pdf>

Ainsi, les populations pastorales pourront, en toute connaissance de cause, choisir divers modèles, comme c'est le cas pour les subsistances rurales en général.

Objectifs du briefing

Afin d'améliorer le partage des informations et de promouvoir le réseautage, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, Concord et plusieurs médias organisent des briefings bimensuels sur des questions et des enjeux clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP. Le briefing du 22 février 2012, organisé avec l'Union africaine et d'autres partenaires, portera sur les questions liées au pastoralisme dans les pays ACP. Il : (i) se penchera sur les enjeux et les opportunités du pastoralisme ; (ii) passera en revue les principaux cadres politiques de soutien au pastoralisme, ainsi que les bonnes pratiques et expériences de terrain ; (iii) constituera une plateforme de dialogue pour le débat politique.

Groupe cible

Plus de 150 décideurs ACP-UE, représentants des États membres de l'UE, groupes issus de la société civile, réseaux de recherche, acteurs de terrain dans le domaine du développement et organisations internationales basées à Bruxelles.

Sources disponibles

Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : <http://brusselsbriefings.net> Un rapport succinct et un document de fond en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 26

Nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans les pays ACP

Organisé en partenariat avec l'Union africaine

22 février 2012

<http://bruxellesbriefings.net>

8h00-8h30 Enregistrement

8h30-8h45 Remarques introductives : *Abebe Haile Gabriel, Directeur d'Economie Rurale et Agriculture, Commission de l'Union Africaine, Francesca Mosca, directrice en charge de l'Afrique subsaharienne, Commission européenne ; Michael Hailu, directeur du CTA.*

8h45-10h15 Panel 1 : Enjeux et opportunités pour les éleveurs pastoraux des pays ACP

Ce panel donnera une vue d'ensemble des principaux enjeux affectant les éleveurs pastoraux, en particulier dans les pays ACP, ainsi que des opportunités fournies par les cadres et processus politiques.

Participants :

- Les enjeux pour les éleveurs pastoraux au 21^{ème} siècle
Jeremy Swift, Spécialiste en développement pastoral, ancien professeur à l'IDS, Sussex
- Enseignements des politiques et pratiques pastorales en Europe
Jean-Michel Courades, chef de programme, DG Agriculture, Commission européenne
- Cadre politique en soutien au pastoralisme en Afrique
Abebe Haile Gabriel, directeur de la Commission de l'Union africaine en charge de l'économie rurale et de l'agriculture
- Législation pour le pastoralisme : Enseignements d'Afrique de l'Ouest le certificat de transhumance de la CEDEAO
Boureïma Dodo, Secrétaire Permanent technique, Réseau Bilital Maroobe, Afrique de l'Ouest

10h15-10h30 Pause café

10h30-13h00 Panel 2 : Un meilleur avenir pour les éleveurs pastoraux : enseignements et mesures nécessaires

Ce panel se focalisera sur le partage de bonnes pratiques et d'expériences de terrain entre les régions. Il identifiera également les actions politiques urgentes et concrètes en soutien au pastoralisme.

Participants :

Processus d'innovation et succès sur le terrain : Études de cas illustrant plusieurs domaines du développement rural dans diverses régions :

- Opportunités en matière de TIC (banques, accès au marché...)
- *Le services bancaires mobiles et des systèmes innovants d'assurance du bétail*
ILRI, Equity Bank (à confirmer)
- Améliorer la commercialisation des produits du pastoralisme: le cas des produits laitiers
Nancy Abeiderrahmane, Directrice, Laiterie Tiviski, Mauritanie
- Gouvernance et opportunités offertes par les processus de décentralisation
Michael Odhiambo, Directeur, Resource Conflict Institute, Kenya et Réseau Celep
- Adaptation et atténuation des effets du changement climatique pour les pastoralistes
Daoud Tari Abkula, Conseiller en Pastoralism, Kenya
- Écoles pastorales de terrain, banques de village
VSF

Conclusions

Déjeuner